

Emois européens, railleries suisses

OPINION

Il est pénible et douloureux de l'admettre: notre univers politique, économique, nos valeurs fondamentales sont piétinés de toute part. Lorsqu'il y va de l'Europe, les esprits chagrins parlent, sans tousser, d'un monde d'hier, même si ces mêmes grincheux n'ont aucune mémoire européenne, tout en feignant de l'avoir. La Suisse n'échappe pas à cette aigreur et cette pollution qui gagne du terrain.

Déclarer ou insinuer qu'il y a quelque chose de fondamentalement pourri, tout au moins de dysfonctionnel, au sein de l'UE, décrédibilise magistralement le paquet des accords négociés et qui seront signés le mois prochain.

Au-delà, cette repoussante musique, remplie de fausses notes, met en péril la base économique du pays et sa prospérité.

Cette année charnière 2026 ne peut et ne doit pas verser dans une bataille idéologique, dogmatique où les slogans défient la réalité. L'examen des bilatérales III et de l'initiative de juin prochain «Pas de Suisse à 10 millions!» doit se dérouler dans un climat serein où la raillerie et le dédain de l'UE n'ont pas de place. Quelques repères illustrent le propos.

L'UE, dit-on, est un géant économique fragile et un nain politique. Personne ne doute sérieusement que le marché intérieur de l'UE est l'un des plus grands du monde et, sans aucun doute, le bassin naturel, indispensable à l'économie suisse. L'UE, il est vrai, passe par des hauts et des bas. Les rapports Draghi et Letta mettent en évidence que des réformes de taille doivent obligatoirement être apportées si l'UE veut demeurer compétitive – le mot clé. Un flot de réformes sont soumises à des Etats membres souvent réticents. La tâche est lourde et les enjeux considérables. Les efforts déployés par l'UE



JEAN RUSSOTTO
AVOCAT, BRUXELLES

L'UE, un nain politique, c'est là une image volontairement déformée et floue

concernent de multiples secteurs, qui vont du contrôle de l'immigration à l'accélération de l'innovation, la création d'un marché des capitaux, en passant par des réformes financières et de simplification réglementaire. Un groupe de 27 Etats membres ne se dirige pas avec une baguette magique. Le fédéralisme est une machine complexe; des pays comme les Etats-Unis et la Suisse en sont conscients, au quotidien. L'UE est présentement à la peine mais le travail avance à un rythme soutenu tant les enjeux sont substantiels.

L'UE, un nain politique, c'est là une image volontairement déformée et floue. L'UE, dont la politique étrangère est essentiellement partagée avec ses Etats membres, ne pèserait pas dans les grandes négociations internationales, par exemple, la recherche d'une paix entre l'Ukraine et la Russie ou le renforcement de sa défense militaire. C'est aller un peu vite en besogne et ignorer que le travail de l'UE, dans ces deux affirma-

tions, se mesure aussi par des initiatives parallèles, efficaces et intelligemment conduites, telles l'aide financière et une solide politique de sanctions efficaces. L'exemple du recul américain sur une prise de contrôle du Groenland n'est pas le fruit du hasard.

Un autre angle d'attaque désuet, à la limite de l'absurde, mais qui interpelle, est la proclamation que l'UE est dévoreuse de souveraineté, non seulement chez ses Etats membres mais également en Suisse («les traités de soumission» comme au temps des Habsbourg). Une relecture soignée de l'histoire européenne dissipera les clichés erronés et usés.

Un autre exemple explosif: la Cour de justice de l'UE, sur plainte du Parlement européen, vient de mettre la Commission européenne dans une position délicate. La Commission a en effet dégelé une partie des fonds qu'elle avait bloqués, pour manquements répétés aux droits de l'homme par la Hongrie, 10 des 30 milliards de subsides destinés à ce pays. Il serait difficile de voir dans cet exemple une absence de fonctionnement démocratique: une assemblée parlementaire rappelle et demande à la plus haute juridiction de l'UE de faire respecter, à la lettre, ce que sont les principes fondamentaux que la Commission européenne doit impérativement observer.

Si l'on entend attaquer de front l'UE dans le prochain débat sur les accords bilatéraux, il faudra s'y prendre autrement. A Bruxelles, la poursuite de l'inaccessible étoile qu'est l'intégration européenne est une démonstration permanente, impressionnante, de ce que sont volonté et persévérance. Si on ne partage pas cette vision, mieux vaut alors continuer seul, la valse à mille temps, une décision également démocratique, et surtout hasardeuse et périlleuse. ■